



La Co-Tidienne

28 mai 2020

On vous informe

Les documentalistes du CNFPT mettent à votre disposition une veille quotidienne pendant la crise sanitaire. Retrouvez toutes les informations sélectionnées aujourd'hui.

LA FORMATION DU JOUR...

Développement durable

Cafinaire DD - Des pistes pour un numérique plus durable



Date : Mardi 9 juin 2020 de 13h30 - 14h00

Lien de connexion :

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/cafinairedd2/>

L'INFORMATION DU JOUR...

La crise sanitaire pour les collectivités territoriales

➤ Actualité juridique

Décret n° 2020-637 du 27 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 28/05/2020, n° 129

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/5/27/2020-637/jo/texte>

Ce décret prolonge la durée d'application des mesures dérogatoires relatives aux prestations en espèces et à la prise en charge des frais de santé et prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire de la consultation de suivi des personnes vulnérables réalisée à la sortie de la période de confinement, de la consultation réalisée à la suite d'un dépistage positif d'une personne infectée par le covid-19 ainsi que de la consultation de "contact tracing" et des tests sérologiques de recherche des anticorps dirigés contre le virus SARS-CoV-2.

Décret n° 2020-642 du 27 mai 2020 fixant la date du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, et portant convocation des électeurs

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 28/05/2020, n° 129

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/5/27/2020-642/jo/texte>

Ce décret fixe au dimanche 28 juin 2020 la date de convocation des électeurs au second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon.

Décret n° 2020-643 du 27 mai 2020 relatif au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon de 2020 et à l'adaptation du décret du 9 juillet 1990 à l'état d'urgence sanitaire

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 28/05/2020, n° 129

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/5/27/2020-643/jo/texte>

En application de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, le décret a pour objectif d'adapter le droit électoral, tant pour tirer les conséquences du report du second tour de l'élection des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers à la métropole de Lyon que pour préparer l'organisation du second tour qui aura lieu au plus tard au mois de juin, si la situation sanitaire le permet.

Décret n° 2020-644 du 27 mai 2020 fixant la date du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, et portant convocation des électeurs

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 28/05/2020, n° 129

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/5/27/2020-644/jo/texte>

Ce décret fixe la date de convocation des électeurs au dimanche 28 juin 2020 en vue de procéder au second tour des élections municipales en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

➤ **Organisation institutionnelle des collectivités territoriales**

Un nouveau report des élections municipales coûterait 80 millions d'euros / SCORDIA Bastien

Acteurspublics.fr, 28/05/2020

<https://www.acteurspublics.fr/articles/un-nouveau-report-des-elections-municipales-couterait-80-millions-deuros>

L'organisation d'un nouveau scrutin à deux tours dans les 4 855 circonscriptions où le premier tour du 15 mars n'a pas été conclusif "à un impact économique et financier estimé à environ 80 millions d'euros", explique le gouvernement dans son étude d'impact du projet de loi autorisant un éventuel report du second tour jusqu'à janvier 2021. Et ce dans l'unique cas où la situation sanitaire ne permettrait pas la tenue du second tour prévue le 28 juin prochain.

Les maires peuvent désormais demander un contrôle de légalité de leurs actes avant de les adopter

Maire-info.com, 27/05/2020

<https://www.maire-info.com/vie-publique/les-maires-peuvent-desormais-demander-un-contr%C3%B4le-de-legalite-de-leurs-actes-avant-de-les-adopter-article-24245>

Un décret paru ce matin au *Journal officiel* permet l'entrée en vigueur, dès demain, d'un dispositif important de la loi Engagement et proximité du 27 décembre 2019 : le rescrit. Derrière ce nom quelque peu obscur se cache une disposition réclamée de longue date par les associations d'élus : la possibilité pour un maire ou un président d'EPCI de faire valider un acte par les préfets avant de l'adopter. Pour résumer, on peut dire que le rescrit consiste en un contrôle de légalité *a priori* plutôt qu'*a posteriori* – ce qui est assez sécurisant en matière juridique.

Installation des conseils communautaires : les points essentiels à connaître

Maire-info.com, 27/05/2020

<https://www.maire-info.com/intercommunalite/installation-des-conseils-communautaires-les-points-essentiels-%C3%A0-conna%C3%AEtre-article-24242>

Alors que la période d'installation des conseils municipaux élus au complet le 15 mars (30 000 communes environ) se termine demain, va débuter le temps de l'installation des conseils communautaires – pour l'instant uniquement dans les 154 EPCI dont toutes les communes ont installé leur conseil municipal. Pour ces EPCI, le conseil communautaire doit être en place au plus tard le 8 juin prochain. Dans ce contexte, l'AMF a publié deux notes, l'une consacrée aux premières décisions à prendre et l'autre aux transferts automatiques de pouvoirs de police spéciale au président de l'EPCI.

Décentralisation, expérimentations, numérique : quand les territoires tirent les leçons de la crise / FERNANDEZ RODRIGUEZ Laura

lagazettedescommunes.com, 27/05/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/680831/decentralisation-experimentations-urgence-numerique-quand-les-territoires-tirent-les-lecons-de-la-crise/>

La conférence « Repenser nos villes et territoires » de la Chaire Entrepreneuriat, Territoire, Innovation de l'IAE Paris – Sorbonne, a été l'occasion le 26 mai de dresser à chaud un premier bilan de la crise à laquelle les collectivités ont été confrontées.

➤ Ressources Humaines / Fonction publique

Un droit administratif nouveau pour réussir l'après-crise [Tribune] / LAMBERT Alain

lagazettedescommunes.com, 28/05/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/681025/un-droit-administratif-nouveau-pour-reussir-lapres-crise-alain-lambert/?abo=1>

Pour Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), le légalisme extrême qui s'est imposé entrave l'action publique par des normes trop nombreuses. Dans une tribune, il énumère les règles qui devraient, selon lui, s'imposer à toutes les normes s'appliquant aux collectivités territoriales.

Maire employeur : comment organiser la reprise / AVELINE Aurélie, KACZMARCZYK Nathalie

lagazettedescommunes.com, 28/05/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/680893/maire-employeur-comment-organiser-la-reprise/?abo=1>

Depuis le déconfinement, les maires doivent se pencher sur l'organisation de la reprise d'activité, tout en assurant la sécurité des agents face à l'épidémie du Covid-19. Rappelle des principes directeurs traditionnels de la gestion des agents et les précautions à prendre dans cette période si particulière.

30 % "maximum" des agents des finances publiques seront éligibles à la prime exceptionnelle / SCORDIA Bastien

Acteurspublics.fr, 28/05/2020

<https://www.acteurspublics.fr/articles/30-maximum-des-agents-des-finances-publiques-seront-eligibles-a-la-prime-exceptionnelle>

La direction générale des finances publiques (DGFIP) a présenté aux représentants du personnel, mercredi 27 mai, les modalités de déclinaison de la prime exceptionnelle versée au bénéfice de ses agents mobilisés au titre de l'état d'urgence sanitaire.

Un rapport d'experts propose vingt-neuf pistes pour renforcer la négociation collective

Maire-info.com, 27/05/2020

<https://www.maire-info.com/fonction-publique/un-rapport-d-experts-propose-vingt-neuf-pistes-pour-renforcer-la-negociation-collective%C2%A0-article-24246>

Six mois après avoir été missionnés par le gouvernement pour réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour « *renforcer la négociation collective dans la fonction publique* », trois experts reconnus de l'action publique et du droit social (1) ont remis, le 25 mai, leur rapport à Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat à l'Action et aux comptes publics. Le volumineux document rédigé à partir d'auditions d'une trentaine de personnalités (partenaires sociaux, élus, représentants d'administrations...) détaille les conditions dans lesquelles les accords collectifs passés dans la fonction publique d'Etat, la territoriale et l'hospitalière pourraient être dotés « *d'une force juridique les rendant opposables aux parties* ».

➤ Services publics impactés

Achat public / Finances / Marchés publics

Plan automobile : acheter des véhicules électriques va-t-il devenir obligatoire pour les collectivités ?

Maire-info.com, 27/05/2020

<https://www.maire-info.com/developpement-economique/plan-automobile-acheter-des-vehicules-electriques-va-t-il-devenir-obligatoire-pour-les-collectivites--article-24243>

Huit milliards d'euros. C'est la somme que l'État va investir pour soutenir la filière automobile, sinistrée par la crise sanitaire, au moment où des craintes majeures se font jour sur les perspectives de l'emploi dans ce secteur. Au-delà du fait que l'avenir de cette filière est crucial pour de nombreuses communes qui abritent une usine liée à ce secteur (4 000 usines en France), le plan présenté hier aura aussi des conséquences directes – et potentiellement très coûteuses – sur les achats des collectivités territoriales.

Les intercommunalités à la relance / NEAU Cédric

lagazettedescommunes.com, 27/05/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/680951/les-intercommunalites-a-la-relance/?abo=1>

Dans les starting-block pour participer à la relance économique du pays après la crise du coronavirus, l'Assemblée des communautés de France veut d'abord redonner une visibilité financière aux collectivités pour ensuite faire perdurer une méthode mêlant solidarité nationale et expérimentation locale. Les négociations ne font que commencer.

Les dommages collatéraux du coronavirus sur les comptes locaux / GASPAR Romain

lagazettedescommunes.com, 27/05/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/679316/les-dommages-collateraux-du-coronavirus-sur-les-comptes-locaux/?abo=1>

Après deux années de retour à une bonne santé financière, l'épidémie de Covid-19 ne devrait pas épargner les collectivités. Ce choc financier rebat les cartes. Tour d'horizon des neuf enjeux des mois à venir.

Autres sujets d'actualité

➤ **Culture**

On a tout nettoyé, il faut absolument que les spectateurs reviennent" : le cinéma Vox d'Avignon espère vite rouvrir

franceinfo.fr, 28/05/2020

[https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/on-a-tout-nettoye-il-faut-absolument-que-les-spectateurs-reviennent-le-cinema-vox-d-avignon-espere-vite-rouvrir_3983651.html#xtor=EPR-2-\[newsletterquotidienne\]-20200528-\[lestitres-coldroite/titre3\]](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/on-a-tout-nettoye-il-faut-absolument-que-les-spectateurs-reviennent-le-cinema-vox-d-avignon-espere-vite-rouvrir_3983651.html#xtor=EPR-2-[newsletterquotidienne]-20200528-[lestitres-coldroite/titre3])

Les cinémas indépendants préparent la reprise et espèrent un calendrier, avec les annonces sur la deuxième phase du confinement.

Les annonces du Premier ministre sont très attendues ce jeudi 28 mai. Notamment par les propriétaires de cinéma après que le ministre de la Culture a annoncé sur franceinfo que le gouvernement travaillait sur une réouverture des salles à partir de juillet. C'est qu'après plus de deux mois, il y a urgence, surtout pour les petits cinémas indépendants.

Festivals : les « pertes économiques totales » pourraient excéder les 2,5 milliards d'euros

Maire-info.com, 27/05/2020

<https://www.maire-info.com/coronavirus/festivals-les-pertes-economiques-totales-pourraient-exceder-les-25-milliards-d'euros-article-24237>

Quelle est l'ampleur des pertes économiques et sociales pour les festivals - annulés depuis le 17 mars en raison de l'épidémie de covid-19 - et les territoires qui les accueillent ? C'est l'une des questions auxquelles les chercheurs spécialistes des politiques culturelles, Emmanuel Négrier et Aurélien Djakouane, ont tenté de répondre dans une étude, repérée par nos confrères de La Gazette des communes, et publiée ce mois-ci. Jeudi, au sortir d'un Conseil de défense, le Premier ministre présentera les détails de la phase 2 du déconfinement, censée débiter le 2 juin, et dira ce qu'il en sera, à compter de cette date et pour les trois prochaines semaines, des conditions de rassemblement. Le ministre de la Culture, Franck Riester, avait envisagé publiquement, en avril, que les « petits festivals » - dont la définition reste à préciser - pourraient se tenir à partir du 11 mai. Les grands événements rassemblant plus de 5 000 personnes restant, quant à eux, impossibles à organiser jusqu'à septembre.

➤ **Déplacements et transports**

Le plan vélo voit son budget tripler à 60 millions d'euros / PIN REMI

Actu-environnement.com, 28/05/2020

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/plan-velo-triplement-budget-deconfinement-35546.php4>

Le 30 avril dernier, la ministre de la Transition écologique et solidaire, Élisabeth Borne, annonçait l'adoption d'un plan vélo pour faciliter son recours sur le territoire dans le cadre du déconfinement.

Initialement doté de 20 millions d'euros, la ministre a annoncé le triplement du budget à 60 millions d'euros, dans un entretien accordé au magazine Paris-Match. « Nous avons décidé de tripler ce budget, à 60 millions d'euros, et de viser le million de vélos remis en état d'ici à la fin de l'année » précise la ministre.

Coronavirus : Elisabeth Borne favorable au port du masque obligatoire dans les transports jusqu'au vaccin

20minutes.fr, 27/05/2020

[https://actualite.20minutes.fr/societe/2787091-20200527-coronavirus-masques-transports-jusqu-vaccin-elisabeth-borne#xtor=EREC-182-\[actualite\]](https://actualite.20minutes.fr/societe/2787091-20200527-coronavirus-masques-transports-jusqu-vaccin-elisabeth-borne#xtor=EREC-182-[actualite])

Depuis le 11 mai, ne pas avoir de masque dans les transports en commun peut vous coûter 135 euros d'amende

Le port du masque restera obligatoire dans les transports en commun « tant qu'on n'a pas un traitement », a indiqué mercredi la ministre de la Transition écologique et solidaire Elisabeth Borne sur BFMTV. « On a des règles qui sont très strictes, il y a beaucoup de distribution de gel hydroalcoolique dans les transports en commun. Il y a des marquages au sol pour que les gens se tiennent à distance et puis il y a des masques (...) », a développé la ministre, précisant que cette question allait « être abordée en conseil de Défense demain ».

➤ **Economie**

Coronavirus : la Commission européenne propose un plan de 750 milliards d'euros pour relancer l'économie

franceinfo.fr, 28/05/2020

<https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-la-commission-europeenne-propose-un-plan-de-750-milliards-d-euros-pour-relancer-l->

[economie_3983237.html#xtor=EPR-51-\[employeur-salarie-on-vous-explique-les-nouvelles-regles-du-chomage-partiel-a-partir-du-1er-juin_3981725\]-20200527-\[related\]](http://economie.3983237.html#xtor=EPR-51-[employeur-salarie-on-vous-explique-les-nouvelles-regles-du-chomage-partiel-a-partir-du-1er-juin_3981725]-20200527-[related])

Dans le cadre de ce plan qui, s'il est accepté, serait le plus gros plan de relance jamais mis en place par l'UE, l'Italie devrait récupérer 172,754 milliards d'euros, l'Espagne 140,446 milliards d'euros et la France 38,772 milliards d'euros.

Voilà qui est très attendu par les Etats éprouvés par la crise économique qui fait suite à la crise sanitaire du coronavirus. Mercredi 27 mai, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dévoile un plan d'aide exceptionnelle, doté d'un fonds de relance de 750 milliards d'euros pour soutenir l'économie européenne.

Un plan de relance de 1,3 milliard d'euros pour amortir le choc en Ile-de-France

lemonde.fr, 27/05/2020

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/27/un-plan-de-relance-de-1-3-milliard-d-euros-pour-amortir-le-choc-en-ile-de-france_6040966_3234.html

La région va se réendetter afin d'aider les entreprises locales, très touchées par la chute d'activité due à l'épidémie de Covid-19.

➤ **Education / formation**

Les lycées défendent les bénéfices d'un retour en classe pour « redonner un cadre et des habitudes » aux élèves

lemonde.fr, 28/05/2020

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/05/28/s-il-y-a-un-gain-c-est-celui-du-lien-social-les-lycees-defendent-les-benefices-d-un-retour-en-classe_6040994_3224.html

Le gouvernement doit trancher, jeudi après-midi, sur la réouverture des lycées. En attendant, les établissements se préparent « au cas où ». Et font valoir les bénéfices de ce retour, même limité, à la vie scolaire.

➤ **Emploi / Travail**

Hausse inédite du chômage en avril : 840 000 demandeurs d'emploi supplémentaires

lemonde.fr, 28/05/2020

https://www.lemonde.fr/emploi/article/2020/05/28/hausse-considerable-du-chomage-en-avril-22-6-de-demandeurs-d-emploi-de-categorie-a-supplementaires_6041039_1698637.html

Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité s'est accru de 22,6 % en avril sur l'ensemble du territoire. Il s'agit, depuis la mise en place en 1996 de ces séries statistiques, d'une hausse sans aucun équivalent.

➤ **Enfance**

Le jeu libre à l'épreuve des mesures sanitaires / LEVINE FABIENNE-AGNES

lesprodelapetiteenfance.fr, 27/05/2020

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/organisation-et-pratiques-professionnelles/les-pros-de-la-petite-enfance-l-heure-du-deconfinement/le-jeu-libre-lepreuve-des-mesures-sanitaires>

Les consignes du guide « COVID-19 - Modes d'accueil du jeune enfant » ont entraîné des changements au quotidien, y compris autour des temps de jeux et d'activités : moins d'enfants dans la même salle, limitation des espaces ludiques

et hygiène renforcée des jouets. On peut se demander si le jeu libre est impacté ou non par ces mesures. Le point de vue et les conseils de Fabienne-Agnès Levine, psychopédagogue.

➤ **Santé Publique**

Covid-19 : du dépistage de rue pour trouver les cas invisibles / GODELUCK Solveig
Echos (les), 28/05/2020, p. 6
<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/du-depistage-de-rue-pour-traquer-le-coronavirus-dans-ses-derniers-retranchements-1206255>

Pour que les personnes qui vont peu chez le médecin ne passent pas à travers les mailles du filet de la lutte contre le coronavirus, l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France organise des journées de dépistage gratuit pour tous dans la rue dans des quartiers défavorisés.

L'Assemblée nationale adopte l'application StopCovid sous tension / BALENIERI Raphaël
Echos (les), 28/05/2020, p. 23
<https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/lassemblee-nationale-adopte-lapplication-stopcovid-dans-un-climat-dextreme-tension-1206277>

Après quatre heures de débat, les députés ont voté pour l'application de traçage numérique StopCovid. 215 députés ont toutefois voté contre, tandis que 21 se sont abstenus. Le vote s'est déroulé dans un climat d'extrême tension. Au Sénat, les débats ont été plus calmes. 186 sénateurs ont voté pour, dont une majorité du groupe LR.

Coronavirus : le Parlement donne son feu vert à l'application de traçage StopCovid
franceinfo.fr, 28/05/2020
[https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-le-parlement-donne-son-feu-vert-a-l-application-de-tracage-stopcovid_3984349.html#xtor=EPR-2-newsletterquotidienne\]-20200528-\[lestitres-coldroite/titre2\]](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-le-parlement-donne-son-feu-vert-a-l-application-de-tracage-stopcovid_3984349.html#xtor=EPR-2-newsletterquotidienne]-20200528-[lestitres-coldroite/titre2])

Le Parlement a approuvé, mercredi 27 mai, l'application de traçage StopCovid, censée aider à lutter contre la propagation du coronavirus, en traçant les "cas contacts". Dans le détail, 186 sénateurs ont voté pour et 127 contre, quelques heures après les députés. A l'Assemblée nationale, 338 élus ont voté pour et 215 contre. Ces votes n'étaient pas contraignants mais avaient une dimension symbolique pour le gouvernement

Covid-score, 05/2020, consulté le 28/05/2020
<https://www.covid-score.fr/>

L'Institut Pasteur Lille a lancé le site "Covid-score" permettant de calculer son risque par rapport au Covid-19. Un code à 5 couleurs, du vert au rouge, permet d'évaluer son risque personnel et d'adapter son comportement au mieux.

➤ **Sport / Loisirs**

Comment le tourisme peut (doit) -il rebondir en Centre-Val de Loire ? / FISCHER GUILLAUME
latribune.fr, 28/05/2020
<https://www.latribune.fr/regions/centre-val-de-loire/comment-le-tourisme-peut-doit-il-rebondir-en-centre-val-de-loire-848618.html>

A l'occasion son premier Connect Live en Centre-Val de Loire, la Tribune vous donne rendez-vous le mardi 2 juin à 10h30 autour de quatre invités de marque pour une émission « spécial tourisme » réalisée en partenariat avec la collectivité régionale. Au programme, la mesure précise de l'impact de la crise sanitaire, et les solutions urgentes et plus pérennes pour assurer le redémarrage de cet écosystème économique central au sein du territoire.

Limite des 100 km : le secrétaire d'État au Tourisme "plaide pour que nous puissions desserrer cet étau" et appelle à "un été bleu-blanc-rouge"

franceinfo.fr, 28/05/2020

[https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/limite-des-100-km-le-secetaire-d-etat-au-tourisme-plaide-pour-que-nous-puissions-desserrer-cet-etau-et-appelle-a-un-ete-bleu-blanc-rouge_3982905.html#xtor=EPR-51-\[pourquoi-le-vol-habite-de-la-capsule-de-spacex-vers-la-station-internationale-ouvre-une-nouvelle-ere-dans-la-conquete-spatiale_3980061\]-20200527-\[related\]](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/limite-des-100-km-le-secetaire-d-etat-au-tourisme-plaide-pour-que-nous-puissions-desserrer-cet-etau-et-appelle-a-un-ete-bleu-blanc-rouge_3982905.html#xtor=EPR-51-[pourquoi-le-vol-habite-de-la-capsule-de-spacex-vers-la-station-internationale-ouvre-une-nouvelle-ere-dans-la-conquete-spatiale_3980061]-20200527-[related])

Invité de France Bleu Pays Basque, Jean-Baptiste Lemoyne estime que "les clignotants sont plutôt au vert" et espère que le gouvernement va pouvoir annoncer jeudi 28 mai "la réouverture de nombreux sites".

Jean-Baptiste Lemoyne, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères chargé du Tourisme, invité ce mercredi 27 mai de France Bleu Pays Basque, "plaide pour que nous puissions desserrer cet étau" de la limite de 100 km pour les déplacements.

➤ **Tic / numérique**

Application StopCovid : le Parlement donne son feu vert au traçage numérique

lemonde.fr, 28/05/2020

https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/05/28/application-stopcovid-le-parlement-donne-son-feu-vert-au-tracage-numerique_6041013_823448.html

Députés et sénateurs ont voté en faveur du déploiement de l'outil de détection des malades potentiels.

StopCovid : derrière la validation parlementaire, des doutes sur l'inclusion numérique / FERNANDEZ RODRIGUEZ Laura

lagazettedescommunes.com, 28/05/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/681006/stopcovid-derriere-la-validation-parlementaire-des-doutes-sur-linclusion-numerique/>

L'appli StopCovid, conçue pour réaliser du «contact tracing» et permettre de casser les chaînes de contamination, a été approuvée par le Parlement mercredi 27 mai, non sans remous y compris au sein des rangs LREM. Un certain nombre de parlementaires s'inquiète de la fracture numérique et s'interroge, au fond, sur la pertinence de ce dispositif.

4G et fibre : « Les retards de déploiement ne pourront pas excéder trois mois et demi », assure Julien Denormandie

Maire-info.com, 27/05/2020

<https://www.maire-info.com/coronavirus/4g-et-fibre--les-retards-de-deploiement-ne-pourront-pas-exceder-trois-mois-et-demi-assure-julien-denormandie-article-24247>

Un mois avant la première échéance du New Deal mobile - la construction et la mise en service de 485 sites 4G au 30 juin 2020 - Julien Denormandie a reconnu hier, devant la Commission aménagement du territoire et développement durable du Sénat, qu'en raison de la crise sanitaire, l'objectif ne pourrait pas être atteint par les opérateurs. Jusque-là, en effet, seuls « 120 pylônes » ont été déployés,

assure le ministre chargé du suivi de la couverture numérique du territoire, parmi lesquels « 52 ont été mis en service pendant la période de confinement ».

L'application StopCovid soumise à une obligation de résultats sur le terrain / MARZOLF Emilie

Acteurspublics.com, 28/05/2020

<https://www.acteurspublics.fr/articles/lapplication-stopcovid-soumise-a-une-obligation-de-resultats-sur-le-terrain>

Alors que les deux chambres du Parlement sont appelées à se prononcer sur le déploiement de l'application de traçage des contacts StopCovid, un comité de contrôle vient de se former pour suivre la mise en place de l'application et évaluer son utilité réelle.

➤ **Urbanisme / Habitat**

Action cœur de ville : Clésence (Action Logement) prend sa part

Batiactu.com, 20/05/2020

<https://www.batiactu.com/edito/action-coeur-ville-clesence-action-logement-prend-sa-59614.php>

REVITALISATION. Le bailleur social Clésence, filiale du groupe Action Logement, participe au programme Action cœur de ville de huit des 15 villes concernées dans les Hauts-de-France, son territoire d'implantation. Ce programme permet, selon Eric Efraïm Balci, directeur général, le lancement d'opérations qui n'auraient pas pu voir le jour autrement.

Immobilier. Acheter un logement neuf coûte plus cher à Toulouse depuis le covid-19, montre une étude

Actu.fr, 28/05/2020

https://actu.fr/occitanie/toulouse_31555/immobilier-acheter-un-logement-neuf-coute-plus-cher-a-toulouse-depuis-le-covid-19-montre-une-etude_33905607.html

Malgré le coronavirus, les prix de l'immobilier n'auraient pas baissé d'un pouce pour l'achat de logements neufs à Toulouse, selon le baromètre de Trouver-un-logement-neuf.com.

Il n'y aura donc pas de baisse généralisée des prix. Pour l'instant, les prix se stabilisent », indiquait il y a quelques jours Maître Philippe Pailhès, président de la Chambre des notaires de la cour d'appel de Toulouse.

Logement : actualité post-confinement

France Bleu, 28/05/2020

<https://www.francebleu.fr/emissions/la-vie-en-bleu-le-dossier-de-bleu-poitou/poitou/logement-actualite-post-confinement>

Nous faisons le point l'actualité du logement : trêve des expulsions locatives, reprise des états des lieux, des déménagements, aides pour les locataires en difficulté financière et reprise des chantiers de construction.

Les sujets dans l'actualité du logement avec Ghislain Delaroche, le directeur ADIL 86 (Agence Départementale pour l'Information sur le Logement) :

Les obligations des collectivités en matière de domiciliation

lagazettedescommunes.com, 27/05/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/680624/les-obligations-des-collectivites-en-matiere-de-domiciliation/?abo=1>

Les règles du droit commun en matière de domiciliation assurent désormais une adresse à ceux qui n'en ont pas. Les collectivités sont donc soumises à de nouvelles obligations en matière de domiciliation des gens du voyage.

Un coup de pouce pour l'immobilier avec l'allègement de la règle des 100 km, pas de délais pour l'habitat indigne / ESCUDIE JEAN-NOEL

Localtis.info, 27/05/2020

<https://www.banquedesterritoires.fr/un-coup-de-pouce-pour-limmobilier-avec-lallegement-de-la-regle-des-100-km-pas-de-delais-pour>

Coup sur coup, deux mesures ponctuelles viennent modifier quelque peu le paysage de la construction de logements et de l'immobilier, qui commencent à peine à émerger après deux mois de confinement qui ont paralysé tous les chantiers. La première concerne la dérogation à la règle des 100 km autour de son lieu de résidence pour les déménagements (ce qui était déjà envisageable lors du confinement), mais aussi désormais pour les visites immobilières. Le décret du 20 mai 2020 "complétant le décret du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire" ajoute en effet aux dérogations à cette règle les "déplacements liés à un déménagement résultant d'un changement de domicile et déplacements indispensables à l'acquisition ou à la location d'un bien immobilier, insusceptibles d'être différés".

Cette Lettre de Veille

est réalisée par les documentalistes du CNFPT.

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Retrouvez nos Lettres thématiques d'Information mensuelles sur

<https://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/LettreInformation/>

Reflex_info@Reflex_réseau
Le réseau des documentalistes du CNFPT